

**Réunion du réseau international de
l'AFD - Discours de M. Jean-Marc
Ayrault, ministre des affaires
étrangères et du développement
international**

(Paris, 02 février 2017)

Merci beaucoup Monsieur le Directeur général.

Je sais que Laurence Tubiana est en Colombie, je lui ai rendu hommage avant son départ et je sais qu'elle a encore beaucoup de choses à faire, je m'en félicite d'ailleurs. Je comprends bien qu'elle ne puisse pas être là ce matin, mais il est important que je m'exprime devant vous pour vous dire l'importance que j'attache à votre action au service de la politique de solidarité de la France.

Je sais que cette réunion est retransmise, donc l'ensemble du réseau peut nous suivre grâce à la technologie que vous avez mise en place ce matin. La semaine du réseau, comme la semaine des ambassadeurs, est un moment important. Je suis très heureux d'être là pour vous parler de notre politique de coopération et de développement. C'est un élément constitutif de notre politique globale économique et culturelle.

Votre action au service du développement durable, votre professionnalisme et votre dévouement sont reconnus et appréciés partout dans le monde. J'ai déjà eu l'occasion de le dire, je le redis devant vous. J'ai l'occasion de le constater à chacun de mes déplacements et je retrouve certains d'entre vous ce matin. Encore récemment à Bamako, à Bangalore, à Jérémie, à Beyrouth, Rémy Rioux était avec moi. La confiance qu'inspire l'AFD auprès de nos partenaires, nous avons aussi pu la constater de manière significative en décembre dernier lors des célébrations des 75 ans de l'Agence. Le réseau est connu et reconnu, pas seulement parce qu'il est ancien, mais parce qu'il a su s'adapter et évoluer et qu'il est clairement apprécié.

À l'étranger, aux côtés des missions diplomatiques, ne sous-estimez pas ce que vous représentez, c'est-à-dire l'image du visage de la France. Une France attendue, qui doit rester fidèle à ses valeurs et aux messages universels qu'elle adresse. Une France solidaire et ouverte sur le monde. Il faut que cela se concrétise, que cela s'incarne, pas seulement que cela se dise. C'est un motif de grande fierté pour la France et je sais que vous en êtes conscients. Je le redis devant vous, c'est important, il faut être en permanence animés par cette exigence et cette dimension éthique au service de notre pays et de sa réputation.

C'est à travers vous que les grandes orientations de notre politique de développement pour les années à venir vont être mises en oeuvre sur le bilan 2016 de l'Agence.

Cette année a été exceptionnelle pour l'AFD.

Elle a d'abord permis la concrétisation du rapprochement entre l'AFD et la Caisse des dépôts qui a longtemps fait l'objet de débats et de discussions, y compris au niveau parlementaire, avec la signature de la charte d'alliance stratégique entre les deux institutions, qui est un aboutissement. Je ne reviens pas sur les objectifs de cette alliance, mais je forme le vœu qu'elle se traduise rapidement par des synergies stratégiques et opérationnelles ayant des traductions concrètes et visibles sur le terrain.

Le réseau territorial de la Caisse des dépôts peut vous aider, il faut aussi vous appuyer sur cette dimension pour mettre en oeuvre l'action de coopération décentralisée. Il y a là un levier possible que l'on peut rendre encore plus performant.

Cette année 2016 a été exceptionnelle à travers l'activité record de l'AFD elle-même. Avec 9,3 milliards d'euros d'autorisations d'engagements, l'Agence a dépassé les objectifs - déjà ambitieux - que lui avaient fixés ses ministères de tutelle. L'AFD a donc franchi avec succès la première marche vers les 12,5 milliards d'euros d'engagement annuels à horizon 2020 annoncés par le président de la République. Nous sommes vraiment sur le chemin, on en est tout près.

Grâce à la mobilisation de tous, les objectifs géographiques ont aussi été atteints et vous avez enregistré des performances exemplaires, notamment en matière de lutte contre le changement climatique, d'égalité entre les femmes et les hommes ou de gouvernance.

Je crois qu'on peut le dire sans exagérer, l'AFD a été précurseur et volontariste dans la définition d'une réelle ambition en matière de co-bénéfices climat. Cette exemplarité a été un élément clef et déterminant dans la négociation de l'Accord de Paris, tout particulièrement pour convaincre les bailleurs multilatéraux et bilatéraux d'augmenter significativement leurs engagements. Aujourd'hui nous attendons de l'AFD une mobilisation sans faille et sur tous les fronts : pour l'aide à l'actualisation des contributions nationales, à la lutte contre le changement climatique, pour l'énergie et l'agriculture durables en Afrique, pour les villes durables ou encore pour la montée en puissance des projets d'adaptation. Ce sont des chantiers passionnants, concrets, dont nous voyons très précisément sur le terrain les capacités et les perspectives de réussite considérables. J'y reviendrai.

Un autre chiffre témoigne de la mobilisation des équipes de l'AFD : celui des délégations de fonds obtenues en 2016, qui atteignent presque 500 millions d'euros et alimentent un portefeuille dépassant le milliard d'euros. C'est important parce que c'est une marque de confiance et de reconnaissance de nos partenaires, en particulier européens. Je pense notamment au fonds fiduciaire d'urgence au Mali, au Niger ou au Nord Cameroun, ou au fonds MADAD pour les réfugiés en Jordanie à titre d'illustration. Je le dis car c'est une dimension qu'il ne faut pas négliger, une dimension de crédibilité qu'il faudra encore renforcer. Nous ne sommes pas les seuls, on aurait pu choisir les Allemands ou les Britanniques qui sont aussi efficaces, on ne peut pas le nier, mais c'est important car cela conforte la reconnaissance historique de l'AFD que j'évoquais. Il ne faut pas simplement vivre sur sa réputation, il faut sans cesse convaincre car en plus, nous sommes parfois en compétition, saine évidemment.

Soyez certains que je mesure les efforts menés par les équipes de l'AFD, au siège et dans le réseau, surtout pour identifier, instruire et superviser l'exécution des projets. C'est pourquoi Michel Sapin et moi-même avons soutenu le plan de recrutements proposé par la direction générale de l'AFD en 2016 et 2017. Nous en avons encore récemment parlé avec Rémy Rioux, c'est très substantiel et c'est aussi toute une adaptation pour la Maison.

Cela doit se traduire par une augmentation de 20% des effectifs. Peu d'opérateurs sont dans cette situation, vous mesurez aussi la charge et la responsabilité que cela représente. C'est une chance et une opportunité qu'il faut vivre très positivement. Ensuite, tout cela est lié à des chantiers d'organisation, de management, cela demande beaucoup de dialogues internes. Je sais que vous vous y consacrez, c'est important parce que c'est aussi la clef de la réussite pour la suite. Nous ne sommes pas que dans le quantitatif, nous devons être dans le qualitatif.

Je voudrais à présent me tourner vers l'avenir en partant des jalons essentiels qui ont été récemment posés - à l'occasion du CICID, le 30 novembre dernier. Il était urgent de s'y remettre pour préciser les objectifs et rappeler une ambition partagée par les ministères.

Le CICID a permis de redéfinir les axes prioritaires de cette politique et de fixer un cap dans le contexte du nouvel agenda du développement durable adopté par la communauté internationale en 2015. C'est vrai qu'il y a ce contexte nouveau dont il faut effectivement tenir compte. Car, en dépit des progrès réalisés, des centaines de millions d'enfants ne savent ni lire ni écrire. C'est l'une des réalités du monde. Jamais la pression sur les ressources naturelles n'a été si forte, c'est terrible de dire cela de l'histoire de l'Humanité, mais c'est une réalité. Jamais les inégalités n'ont été si fortes. Jamais les équilibres politiques n'ont été si précaires. Nous n'avons jamais été dans un monde aussi précaire et depuis longtemps. Bien sûr, si l'on retraçait toute l'Histoire, vous me diriez que ce n'est pas vrai. Je prends souvent comme référence, assez récente d'ailleurs, ce tournant : la chute du Mur de Berlin. Nous avons à peu près réussi à stabiliser les choses et puis d'autres crises sont apparues. La dernière, et pas la moindre, c'est la crise de 2008, dont on ne mesure pas encore toutes les conséquences. C'est une crise de notre modèle qui se traduit aussi par une déstabilisation politique dans nos pays et en Europe, puisque la montée du populisme et des parties extrémistes fragilisent le système lui-même et le met en danger. C'est une réalité nouvelle qui vient de loin et dont on n'a pas toujours vu les évolutions si gravement. Elles sont à présent en train de se concrétiser fortement.

Dans ce contexte politique, les effets de la crise de 2008 traduisent aussi une crise de modèle, avec l'élection américaine et la crise de certains grands pays émergents que l'on pensait en progrès constants, comme le Brésil. Bientôt, l'Inde va dépasser la Chine en nombre d'habitants. Certes, l'Inde a un modèle politique très différent de celui de la Chine mais elle se présente maintenant en champion du libre-échange. Il y a la Russie avec une stratégie de reconquête d'influence d'une puissance ancienne, cela bouleverse la donne avec des conséquences sur la gestion des crises, en particulier au Moyen-Orient. C'est le nouveau monde dans lequel nous sommes, avec récemment par exemple, le président américain qui demande à Theresa May «À quand le prochain Brexit ?» Il faut être conscient de cela.

Quand je dis que nous avons beaucoup de défis à relever, nous devons être conscients aussi des incertitudes dans lesquelles nous nous trouvons et donc, il faut des points fixes, il faut des repères et la France en est un. Bien sûr nous avons des insuffisances, mais nous représentons

encore quelque chose comme un repère et nous devons en être conscients. Il y va de la responsabilité politique. J'évoquais, dans cet esprit, les valeurs et ce que la France représente comme espoir pour beaucoup de gens. On le voit d'ailleurs lorsqu'on se déplace. Ces personnes ne viennent pas seulement pour demander de l'aide, ils viennent aussi pour ce que nous représentons. Vous devez être conscients de cela.

Je reviens au CICID, on peut avoir l'impression que je m'en suis un peu éloigné, mais pas tant que cela.

Le CICID est venu entériner les engagements pris par le président de la République en faveur du financement du développement. Le niveau annuel d'activité de l'AFD sera donc porté à 12,5 milliards d'euros d'ici 2020. Le montant annuel des ressources en dons sera aussi augmenté de près de 400 millions d'euros par rapport à son niveau de 2015, pour permettre à l'AFD de continuer à intervenir dans les pays les plus vulnérables. Le financement de la lutte contre le changement climatique sera porté de 3 à 5 milliards d'euros par an. 2 milliards d'euros seront consacrés aux énergies renouvelables en Afrique. Ces chiffres traduisent la réalité de notre ambition.

D'ores et déjà, les fonds propres de l'agence ont été renforcés fin décembre, en attendant leur quadruplement d'ici 2030. Cela permettra à l'AFD d'augmenter son activité dans de nombreux pays où les limites réglementaires étaient atteintes, comme en Tunisie ou au Maroc.

S'agissant des ressources budgétaires et extrabudgétaires, vous le savez, lorsque je suis arrivé dans ce ministère, j'ai fait le maximum pour obtenir une augmentation des moyens alloués à l'aide au développement, c'est l'arbitrage que j'ai obtenu au niveau budgétaire. Les parlementaires étaient très attentifs à cette dimension de renforcement et de rattrapage même pour une partie de leurs propres contributions. Je n'ai fait que les encourager et c'était positif.

Ainsi, en 2017, outre l'augmentation de la mission APD du budget de l'État, 270 milliards d'euros supplémentaires viendront abonder le budget de l'AFD au titre de la taxe sur les transactions financières. Ces ressources additionnelles seront prioritairement orientées vers la facilité d'atténuation des vulnérabilités et de réponse aux crises ainsi que vers les projets dans les domaines du climat, de l'adaptation et de l'éducation portés par l'AFD. C'est donc une bonne nouvelle dont nous devons faire le meilleur usage et il faut en être convaincu.

Le gouvernement s'est également engagé à augmenter les ressources dédiées à la préparation des projets, afin d'aider l'AFD à faire émerger des projets de qualité en nombre suffisant pour tenir son plan d'activité. Enfin, les enveloppes dédiées au financement par l'AFD des initiatives des ONG et des collectivités territoriales que j'évoquais à l'instant seront également augmentées.

D'autre part, le CICID a renforcé la cohérence géographique de notre politique de développement. La première de nos priorités, le CICID l'a rappelé, c'est l'Afrique, qui est plus que jamais au cœur de la politique de solidarité de la France. L'État s'engage à y consacrer 75% de son effort en dons et en prêts. Le président de la République a rappelé cette priorité lors du sommet Afrique-France de Bamako les 13 et 14 janvier. L'AFD accentuera ses

investissements sur le continent dans les cinq ans à venir, en portant son activité à 23 milliards d'euros. Parallèlement, la France s'est engagée à former 25.000 militaires africains supplémentaires au cours des prochaines années. Le président a aussi annoncé le lancement d'un fonds d'investissement franco-africain doté de 76 millions d'euros sur 10 ans, le tout premier du genre.

La moitié de l'effort en subventions de l'État et les deux-tiers des subventions mises en oeuvre par l'AFD bénéficieront à une liste de pays prioritaires, recentrée sur les moins avancés. Haïti et l'Éthiopie font leur entrée dans cette liste.

Ces évolutions sont cohérentes avec la politique de développement que nous défendons à l'échelle multilatérale. C'est le cas notamment à travers le 11ème FED. Ce sont 17 milliards d'euros qui financent le développement durable en Afrique subsaharienne. En réponse à la crise migratoire et des réfugiés, l'Union européenne s'est mobilisée pour créer le fonds fiduciaire d'urgence doté de 1,8 milliard d'euros. C'est un combat que la France mène au sein de l'Europe, avec l'Allemagne. Je me suis rendu en Afrique avec mon collègue Franck-Walter Steinmeier, qui vient d'être remplacé par Sigmar Gabriel. Je les ai vus tous les deux la semaine dernière, et nous avons aussi évoqué l'Afrique. Il est vrai que cela m'a frappé, lorsque je suis allé en Afrique avec Frank-Walter Steinmeier, qui était accompagné d'une délégation de journalistes. J'avais lu quelques papiers assez critiques : «qu'est-ce que Steinmeier va faire en Afrique ? Va-t-on encore donner de l'argent à fonds perdus ?», «mais tout cet argent, ce gaspillage». La pédagogie de la visite a été très intéressante, c'était beaucoup plus positif : on était sur le terrain, avec une volonté d'engagement, à la fois dans la MINUSMA - très fort, concret et, récemment encore, avec des moyens humains - et sur le plan de l'aide au développement. La chancelière allemande, que j'ai entendue au moment du sommet de Varsovie de l'OTAN, du «Quint» en cercle fermé, indiquait que, pour elle, plus que jamais la question sécurité-développement était essentielle. C'est également notre conviction depuis longtemps et elle est désormais partagée. Ce qui a conduit l'Allemagne à inscrire à l'agenda du G20, qu'elle préside, la question de l'Afrique. Une première réunion ministérielle aura lieu les 16 et 17 février à Bonn, nous pourrons discuter avec tout le monde, y compris le nouveau secrétaire d'État Tillerson qui a été nommé hier.

Enfin, le CICID nous a permis d'ajuster nos priorités géographiques. Je pense notamment aux Balkans occidentaux et à l'Ukraine, où la situation se dégrade à nouveau, comme vous l'avez constaté, où l'Agence pourra désormais intervenir. Le développement et la stabilité de ces pays est plus que jamais prioritaire pour la France. J'ai dit «l'Afrique prioritaire» mais nous sommes présents également en Asie, en Amérique latine - j'ai évoqué ma visite en Colombie récemment.

La troisième grande orientation stratégique, c'est le renforcement de notre action en faveur des pays en crise, en sortie de crise et en situation de fragilité. C'est le sens de la facilité d'atténuation des vulnérabilités et de réponse aux crises, que nous venons de confier à l'AFD et qui sera dotée de 100 millions d'euros par an dès 2017.

Il s'agit d'investir dans la prévention des crises par une action en amont sur les fragilités dont elles se nourrissent : chômage et sous-emploi des jeunes, systèmes éducatifs défaillants, absence de services publics, tensions sur les ressources naturelles. En visant les racines du mal, cet instrument contribuera aussi à la lutte contre toutes les formes de radicalisation,

notamment au Sahel, sur les rivages du Lac Tchad et au Proche-Orient. Je ne peux pas éviter d'évoquer la Tunisie aussi, cette question de la radicalisation est très liée à la situation économique, des jeunes notamment, il y a une vraie angoisse quant aux perspectives d'emploi

Le CICID a aussi rappelé que les politiques de développement et les politiques migratoires doivent être en cohérence. On ne peut ignorer le rôle positif des migrations pour le développement de nos pays partenaires et, inversement, l'effet régulateur du développement sur les migrations. C'est dans cet esprit que l'AFD mettra en oeuvre un plan d'action «migrations internationales et développement». Plus que jamais, l'actualité nous rappelle que cette vision généreuse et réaliste des migrations ne va pas de soi. Cet équilibre sur le plan politique n'est pas si simple à arbitrer.

Le CICID est venu clarifier le cadre de la politique de développement de la France et lui a donné une ambition nouvelle. C'est très positif. Le prochain contrat d'objectifs et moyens de l'AFD, dont la négociation vient de s'engager et qui sera signé cette année, aura pour fonction de traduire ces principes en objectifs clairs.

Pour finir, je voudrais insister sur un sujet qui me tient à coeur. Vous connaissez mon attachement à la question de l'égalité entre les femmes et les hommes. À quelques semaines de la journée internationale des droits des femmes, je ne vous cache pas que, parmi d'autres préoccupations, les nouvelles qui nous parviennent de Washington nous préoccupent, en particulier sur la question de la santé sexuelle et reproductive, sur laquelle nous sommes engagés. Si les pays développés abandonnent leur action en la matière, c'est tout l'effort d'émancipation - qui demande tellement de travail, de constance, de patience - qui va être fragilisé. Parce qu'il est envisagé de diminuer la contribution américaine de 40% au niveau international sur ces questions, non seulement pour des raisons financières, mais également idéologiques. Il faut résister, il faut convaincre. Je vais demander à parler au nouveau secrétaire d'État tout de suite. On abordera plusieurs sujets mais cela va demander du temps pour y voir clair car il y a aussi des batailles, vous le voyez bien, et l'on ne sait pas si les contrepouvoirs démocratiques suffiront à bloquer des approches excessives, je pense par exemple à la question de l'IVG. Tout cela est sérieux. Donc, je sais que je peux compter sur vous pour ne pas oublier que c'est un de ses huit chantiers prioritaires.

Mesdames et Messieurs,

Nous arrivons à la fin de ce quinquennat, ce sera le moment des bilans. Je crois que l'on peut être fier d'avoir contribué, les uns et les autres, à ce qui a été engagé depuis 2012, parce que nous avons donné une nouvelle impulsion avec l'adoption de la première loi sur la politique de développement et de solidarité internationale, avec des objectifs très clairs, cohérents, transparents et efficaces. Après le large débat public qui a eu lieu à l'occasion des Assises du développement et de la solidarité internationale, cette loi a constitué une étape, un levier, un des éléments du bilan.

Au niveau multilatéral, la France a aussi beaucoup œuvré à la définition du nouvel agenda international du développement durable. On a vu à quel point nous avons été capables de contribuer à l'accord de Paris de la COP21, c'est aussi une grande fierté.

La France est le cinquième contributeur mondial à l'aide publique au développement - et encore plus en ce qui concerne l'aide européenne : deuxième ou troisième, avec 20% de l'aide européenne au développement - avec un montant annuel net de 8,1 milliards d'euros en 2015. Après une diminution continue depuis 2010, nous avons réussi à inverser la tendance. Pour atteindre aujourd'hui 0,41% du RNB en 2017. Il y a des progrès à faire, c'est là qu'il faut renforcer notre engagement pour atteindre l'objectif pris au niveau européen de 0,7%. Nous n'y sommes pas, nous allons nous en approcher, il faut absolument continuer. En volume, l'APD française de 2017 dépassera son niveau de 2012 pour atteindre 9,44 milliards d'euros.

Voilà, donc pas d'autosatisfaction, vous le voyez. À la fois fierté et lucidité avec conscience des défis à relever. Ils restent nombreux, mais en même temps il est vrai qu'il faut regarder le chemin parcouru et s'appuyer sur ce qui a été fait et ce que vous avez fait, car vous le faites avec engagement, il faut être engagé pour réussir une politique de cette nature, il faut y croire. Donc, je suis heureux que Rémy Rioux dirige cette maison, c'est une nouvelle étape et je vous souhaite vraiment de réussir. Parce que tout ce que vous ferez, même modestement, sera d'abord une satisfaction pour vous et cela vous donnera de la force, mais cela donnera aussi de la crédibilité à ce que nous voulons faire, au niveau de ce que la France représente et de ce qu'elle doit continuer à mener comme combat, même si les temps sont incertains, même s'il y a de l'adversité. Raison de plus pour continuer.

Merci et bon courage./.